

La FGTB ménage le front commun en vue de la grande manifestation

La FGTB va rencontrer dans les jours qui viennent la CSC et la CGSLB pour décider de la date de la grande journée d'action nationale contre le gouvernement Michel. Plus question de décider seul dans son coin.

NATHALIE BAMPIS

La FGTB va se concerter avec ses collègues de la CSC et la CGSLB pour décider d'une date précise pour l'action coup-de-poing qu'elle voudrait mener contre les mesures du gouvernement fédéral. C'est ce qui a été décidé ce mardi matin par les instances du syndicat, réunies en bureau fédéral.

Le syndicat rencontrera demain ou après-demain les camarades verts et bleus. Objectif: maintenir un front commun syndical uni, point indispensable pour pouvoir mener une action de grande ampleur. Par le passé, la FGTB (surtout dans le secteur public) avait eu tendance à imposer son agenda, ce qui avait provoqué plus d'une crispation avec la CSC. Plus question, donc, de cela.

On sait déjà qu'il s'agira d'une grande manifestation nationale, couverte par un préavis de grève pour tous les travailleurs désirant y participer. Et elle devrait se tenir avant le 15 décembre.

Le voile avait déjà été partiellement levé par la FGTB sur un calendrier d'action à mener d'ici aux prochaines élections. Durant les 7 mois à venir, le syndicat socialiste ne compte par relâcher la pression sur le gouvernement Michel.

Pensions, mais pas que

Le dossier emblématique de la colère des syndicats, c'est celui des pensions. Mais c'est aussi l'arbre qui cache la forêt. Les syndicats veulent faire entendre la voix de tous les travailleurs et allocataires sociaux en colère face à ce qu'ils considèrent comme des attaques: sur le front des pensions, mais aussi du chômage (dont la dégressivité accrue décidée durant l'été), des soins de santé...

La FGTB a déjà aligné d'autres actions à son calendrier qu'elle veut bien remplir, dont la grande manifestation européenne (pour la défense des pensions aussi) qui se tiendra au printemps prochain.

Elle n'a pas caché non plus, ces derniers mois, son, envie d'aller vers des actions plus fortes, que ce soit sous forme de grèves décentralisées ou d'une grève générale. Mais la perspective des prochaines négociations interprofessionnelles qui doivent s'ouvrir d'ici la fin de l'année freine encore un peu les syndicats. D'autant qu'ils ne comptent pas venir avec un cahier de revendication vide dans les bras. La FGTB veut notamment remettre la réduction collective du temps de travail sur la table, et un salaire minimum à 14 euros/heure.

Durant les 7 mois à venir, le syndicat socialiste ne compte par relâcher la pression sur le gouvernement Michel.